

DISP CAVIAR: MERCI L'UFAP, NOUS ASSUMONS !

L'UFAP consacre deux pages à défendre une extension de bureaux à 4,4 millions d'euros.

Nous les remercions de mettre ainsi en lumière un choix budgétaire qui interroge de nombreux personnels.

Pendant que certains considèrent l'agrandissement de bureaux comme une priorité, nous pensons que *l'urgence est avant tout humaine*.

Nous assumons pleinement d'avoir qualifié ce projet d'indécent. Dans un contexte où des établissements dépassent les 180 % de taux d'occupation, où des projets sont reportés faute de moyens et où des agents attendent des réponses à des demandes légitimes, voir plusieurs millions d'euros mobilisés pour des bureaux ne peut laisser indifférent.

L'UFAP rappelle que certains agents de la DISP travaillent dans des locaux saturés. Nous ne le contestons pas. Mais nous invitons chacun à regarder également la réalité du terrain : des établissements surpeuplés, des personnels sous pression permanente, des collègues confrontés chaque jour aux insultes, aux agressions et parfois à des évacuations vers les urgences après leur service.

Pour nous, ce sont ces situations qui doivent constituer la priorité.

Nous n'avons jamais affirmé que les personnels de la DISP ne méritaient pas de meilleures conditions de travail. Nous disons simplement qu'entre un manque de mètres carrés et des agents qui subissent des violences au quotidien, *notre ordre des priorités est différent*.

À la lecture du tract de l'UFAP, chacun pourra constater l'énergie déployée pour défendre les choix de la direction interrégionale. Chacun se fera son opinion.

Pendant que certains défendent des mètres carrés supplémentaires, *nous continuerons à défendre les personnels*. Pendant que certains justifient 4,4 millions d'euros pour des bureaux, *nous continuerons à parler des agressions, des sous-effectifs et de la surpopulation carcérale*. Pendant que certains soutiennent les choix de l'administration, *nous continuerons à soutenir celles et ceux qui travaillent en première ligne*.

Oui, nous l'assumons pleinement.

Au SPS, lorsque nous devons choisir entre défendre une extension de bureaux à 4,4 millions d'euros ou défendre les collègues confrontés chaque jour aux difficultés du terrain, *notre choix est fait depuis longtemps*.

